Document

Sommet sur la sécurité nucléaire ou sur le commerce nucléaire ?

(<http://www.voltairenet.org/fr> - par Manlio Dinucci, Tommaso di Francesco)

13.04.10

Le président Obama a convoqué un sommet de chefs d'Etat pour les mettre en garde contre un possible vol de matières nucléaires par des terroristes qui voudraient fabriquer une bombe atomique. Bien sûr, vu le prix de ces matériaux personne n'entend se les faire voler et n'a besoin des conseils de l'Oncle Sam. Autre chose se joue au sommet de Washington : la régulation et le partage d'un gigantesque marché...

Ce qui a commencé hier à Washington, et se termine aujourd'hui, est le plus grand sommet convoqué ces 65 dernières années par un président des Etats-Unis : y participent, à Washington, les chefs d'Etat et de gouvernement de 47 pays.

Thème central, la « sécurité nucléaire ». Le président Obama a de fait tiré la sonnette d'alarme : « Le danger le plus immédiat, et extrême, est aujourd'hui le terrorisme nucléaire ». A cette menace, poursuit-on à Washington, s'ajoute celle de la prolifération nucléaire : on accuse ainsi l'Iran, et dans la foulée la Corée du Nord, de poursuivre des ambitions nucléaires, en violant le Traité de non-prolifération (TNP). La proposition de base, faite par Obama au Sommet, est de renforcer le contrôle de tous les quantitativs d'uranium hautement enrichi et de plutonium.

Mais paradoxalement ce sont justement les Etats-Unis et les autres puissances nucléaires, protagonistes du sommet de Washington, qui favorisent la prolifération de ces armes. Dans une situation où un petit groupe d'Etat prétend garder la possession des armes nucléaires, et continue à les moderniser, il est de plus en plus probable que d'autres essaient de se les procurer. En plus des neuf pays qui les possèdent, il y en a au moins 40 en mesure de les fabriquer.

Il n'existe de fait pas une séparation nette entre usage civil et usage militaire de l'énergie nucléaire et, par les réacteurs, on extrait de l'uranium hautement enrichi et du plutonium adaptés à la fabrication d'armes nucléaires. On calcule que la quantité disponible dans le monde permettrait de fabriquer plus de 100 000 armes nucléaires, et on continue à en produire des quantités croissantes : plus de 130 réacteurs nucléaires « civils » produisent de l'uranium hautement enrichi, adapté à la fabrication d'armes nucléaires.

Ce que font les Etats-Unis, promoteurs du sommet, pour garantir la « sécurité nucléaire », est démontré par les faits. Le 29 mars, ils ont conclu avec New Delhi un accord sur la base duquel ils fourniront à l'Inde du combustible nucléaire « éteint » à recycler, en en extrayant de l'uranium et du plutonium. Se trouve ainsi opérationnalisé l'accord stipulé en 2008 par l'administration Bush, qui prévoit la fourniture à l'Inde de matériel fissile et de technologie nucléaire.

En échange, l'Inde s'engage à adhérer « en partie » au TNP, en soumettant à des inspections 14 sites nucléaires civils mais en conservant 8 militaires non sujets à des inspections. Les programmes de New Delhi prévoient un développement exponentiel de l'industrie nucléaire qui ouvre un marché de plus de 150 milliards de dollars, auxquels les USA veulent accéder avec la vente de réacteurs et de technologies de fait à double usage, civil et militaire. Ces derniers se trouvent cependant en concurrence avec la Russie, qui a signé un gros accord pour la fourniture de technologies nucléaires à l'Inde.

A cette même table du sommet, avec le Premier ministre indien (qu'Obama a rencontré la veille, pour officialiser l'accord), siège celui du Pakistan, allié des USA qui n'a jamais adhéré au TNP. Comme l'Inde, celui-ci possède un arsenal estimé à 70-90 armes nucléaires. A présent, confirme le *New York Times* (12 avril), face à l'accord Washington-New Delhi, le Pakistan est en train de construire trois nouveaux sites pour réaliser « une seconde génération d'armes nucléaires ».

Et à cette même table siège aussi l'autre allié des USA, Israël (représenté par le ministre du Renseignement et de l'Energie atomique, Dan Meridor), qui n'adhère pas au TNP et n'admet pas officiellement posséder des armes nucléaires, tout en en possédant des centaines. Hors de tout contrôle, Israël a accumulé une quantité de plutonium pour armes nucléaires estimée à environ un demi quintal, et continue à en produire des dizaines de kilos par an. L'Iran par contre n'a pas été invité, lequel adhère pourtant au TNP et ne possède pas d'armes nucléaires. Et, à côté d'Israël, siègent la France qui a fourni à Israël son premier réacteur pour la fabrication d'armes nucléaires, et l'Allemagne qui, avec les Etats-Unis, a contribué à la potentialisation des forces nucléaires israéliennes en lui fournissant trois sous-marins *Dolphin* en capacité de lancer des missiles nucléaires.

Mais, pour ne pas faire de tort aux pays arabes, les Etats-Unis ont signé une série d'accords pour la fourniture de technologies nucléaires et de matériel fissile aux Emirats arabes unis, à l'Arabie saoudite, à Bahreïn, à l'Egypte, au Maroc et à l'Algérie.

Une grande campagne promotionnelle s'est ainsi ouverte —à laquelle participent aussi la France, le Japon, la Russie et la Chine— pour vendre des centrales nucléaires clé en main au Moyen Orient et à l'Afrique du nord. On diffuse ainsi les technologies « civiles » qui mettent d'autres pays en mesure de construire des armes nucléaires. Tout cela à l'enseigne de la « sécurité nucléaire ».

Manlio Dinucci

Géographe et géopolitologue. Derniers ouvrages publiés : *Geograficamente. Per la Scuola media* (3 vol.), Zanichelli (2008) ; *Escalation. Anatomia della guerra infinita*, DeriveApprodi (2005).

Tommaso di Francesco

Traduction : **Marie-Ange Patrizio**